



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction départementale des territoires

Dijon, le **27 JUIL. 2010**

Service de l'eau et des risques

Bureau police de l'eau

Affaire suivie par : Josette MARIA-GOUBET
josette.maria@cote-dor.gouv.fr
Tél. 03 80 29 44 17 – Fax : 03 80 29 42 60

Le directeur départemental des territoires
à

Mesdames et Messieurs les Maires
du département de la Côte d'Or

Objet : Limitation provisoire de certains usages de l'eau.

Référence : Arrêté cadre n° 273 du 15 juin 2010.

Conformément aux dispositions de l'arrêté cadre n°273 du 15 juin 2010 en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Côte d'Or, j'ai été amené à prendre les arrêtés préfectoraux n°328 du 9 juillet 2010 et n°343 du 16 juillet 2010 portant constat de franchissement de seuils de déclenchement de mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau sur une partie du territoire du département de la Côte d'Or et des mesures générales de restriction sur l'ensemble du territoire du département de la Côte d'Or,

Au regard de l'évolution de la situation hydrologique, un nouvel arrêté en date du 22 juillet 2010 portant constat de nouveaux franchissements de seuils et qui maintient les mesures générales de restriction sur l'ensemble du territoire du département de la Côte d'Or, et dont vous trouverez ci-joint une copie, a été signé.

Celui-ci abroge l'arrêté du 16 juillet 2010 et s'applique dans les conditions suivantes :

I) Mesures générales de restriction sur l'ensemble du département de la Côte d'Or (article 6.2 de l'arrêté cadre du 15 juin 2010).

Des dépassements de seuils d'alerte ayant été enregistrés sur plus de 33% de la totalité des sous-bassins composant l'un et/ou l'autre des deux grands bassins, **les mesures générales de restriction s'appliquent donc sur l'ensemble du département de la Côte d'Or.**

II) Mesures de limitation de certains usages de l'eau (article 6.1 de l'arrêté cadre du 15 juin 2010)

• **Bassin versant Rhône-Méditerranée:**

- Sont concernés par les mesures de l'article 6.1 a,d,e,f (dépassement du seuil d'alerte) :
 - Sous bassin n°4 Bèze-Albane
 - Sous bassin n°6 bis Bièvre
 - Sous bassin n°8 Dheune-Avant-Dheune
 - Sous bassin n°9 Ouche amont-Suzon-Vandenesse
 - Sous bassin n°9 bis Ouche aval

- Sont concernés par les mesures de l'article 6.1.b,d,e,f (dépassement du seuil de crise) :
 - Sous bassin n°2 Tille amont-Ignon-Venelle
 - Sous bassin n°5 Norges-Tille aval
 - Sous bassin n°6 Vouge
 - Sous bassin n°7 Bouzaise-Lauve-Rhoin-Meuzin

• **Bassin versant Seine Normandie-Loire Bretagne :**

- Sont concernés par les mesures de l'article 6.1.b,d,e,f (dépassement du seuil de crise) :
 - Sous bassin n°10 Arroux-Lacanche
 - Sous bassin n°12 Brenne-Armançon
 - Sous bassin n°13 Laignes-Petite Laignes
 - Sous bassin n°14 Seine
 - Sous bassin n°15 Ource-Aube

- Est concerné par les mesures de l'article 6.1.c,d,e,f (dépassement du seuil de crise renforcée) :
 - Sous bassin n°11 Serein-Argentalet-Romanée-Tournesac-Vernidard

Je vous demande de bien vouloir procéder à la publication de cet arrêté en mairie et dans les lieux habituels d'affichage.

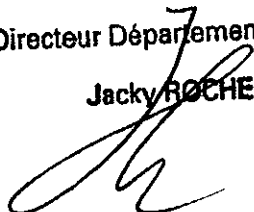
Au-delà de cette publicité formelle et en raison de la nécessité d'une action de sensibilisation rapide auprès de la population, je vous invite en outre à user de tous les moyens dont vous pouvez disposer (bulletin municipal ou autre) pour en communiquer la teneur à vos administrés.

Enfin, il vous est possible en vertu de vos pouvoirs de police, de prendre, par arrêté, les mesures de restriction que vous jugeriez opportunes d'ajouter au dispositif général, afin de répondre à d'éventuels besoins locaux qu'il vous revient d'apprécier.

Le directeur départemental des territoires

Le Directeur Départemental Adjoint

Jacky ROCHE





Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de Côte d'Or

mise
Mission Inter Services
de l'Eau
de la Côte d'Or

**ARRÊTE PREFECTORAL n°354 du 22 juillet 2010
portant constat de franchissement de seuils entraînant
la limitation provisoire de certains usages de l'eau
sur une partie du territoire du département de Côte d'Or
et des mesures générales de restriction
sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Or**

**LE PREFET DE LA REGION DE BOURGOGNE
PREFET DE LA COTE-D'OR**

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.211-3 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment son titre II ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.2212-2-5 ;

VU l'arrêté préfectoral cadre n° 273 du 15 juin 2010 en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Côte d'Or ;

VU l'arrêté préfectoral n° 343 du 16 juillet 2010 portant constat de franchissement de seuils entraînant la limitation provisoire de certains usages de l'eau sur une partie du territoire du département de Côte d'Or et des mesures générales de restriction sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Or ;

CONSIDERANT la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau constatée par les relevés établis par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Constat de franchissement des seuils

Sont constatés les franchissements stabilisés des seuils ci-après :

n°	Bassin versant Rhône Méditerranée	Constat de franchissement de seuil
1	Saône	
2	Tille amont – Igonn – Venelle	2 - crise
3	Vingeanne	
4	Bèze – Albane	1 - alerte
5	Norges - Tille aval	2 - crise
6	Vouge	2 - crise
6 bis	Bièvre	1 - alerte
6 ter	Sans Fond (pour les prélèvements directs)	
7	Bouzaise – Lauve – Rhoïn - Meuzin	2 - crise
8	Dheune – Avant-Dheune	1 - alerte
9	Ouche amont – Suzon – Vandenesse	1 - alerte
9 bis	Ouche aval	1 - alerte
	Bassin versant Seine Normandie Loire Bretagne	
10	Arroux – Lacanche	2 - crise
11	Serein – Argentalet - Romanée – Tournesac – Vernidard	3 - crise renforcée
12	Brenne – Armançon	2 - crise
13	Laignes – Petite Laignes	2 - crise
14	Seine	2 - crise
15	Ource – Aube	2 - crise

ARTICLE 2 : Mesures de limitation de certains usages de l'eau sur une partie du territoire de la Côte d'Or

Compte tenu des constats listés à l'article 1 du présent arrêté, dans les bassins concernés, les mesures de limitation prévues par l'arrêté cadre n° 273 du 15 juin 2010 s'appliquent, à savoir :

n°	Bassin versant	Constat de franchissement de seuil	Référence des dispositions de l'arrêté cadre s'appliquant au bassin versant
	Bassin versant Rhône Méditerranée		
1	Saône		
2	Tille amont – Ignon – Venelle	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
3	Vingeanne		
4	Bèze - Albane	1 - alerte	article 6.1.a,d,e,f
5	Norges - Tille aval	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
6	Vouge	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
6 bis	Bièvre	1 - alerte	article 6.1.a,d,e,f
6 ter	Sans Fond (pour les prélèvements directs)		
7	Bouzaise – Lauve – Rhoïn - Meuzin	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
8	Dheune – Avant Dheune	1 - alerte	article 6.1.a,d,e,f
9	Ouche amont – Suzon - Vandenesse	1 - alerte	article 6.1.a,d,e,f
9 bis	Ouche aval	1 - alerte	article 6.1.a,d,e,f
	Bassin versant Seine Normandie Loire Bretagne		
10	Arroux – Lacanche-	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
11	Serein – Argentalet - Romanée – Tournesac – Vernidard	3 - crise renforcée	article 6.1.c,d,e,f
12	Brenne – Armançon	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
13	Laignes – Petite Laignes	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
14	Seine	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f
15	Ource – Aube	2 - crise	article 6.1.b,d,e,f

Pour mémoire, rappel ci-dessous des mesures prévues par les articles 6.1.a et 6.1.b et 6.1.c de l'arrêté cadre du 15 juin 2010 :

6.1. : Dispositions limitées aux sous-bassins pour lesquels les débits de seuils de déclenchement de mesures sont constatés par décision préfectorale

a) Dépassement du seuil d'alerte : mesures de restriction d'usage

◆ Irrigation agricole :

Les mesures de restriction d'usage ci-dessous s'appliquent pour tous les prélèvements :

- *Le débit de pompage est limité au débit transitant dans des buses de diamètre 24 mm.*
- *L'irrigation est interdite de 12 heures à 18 heures et du samedi 12 heures au dimanche 18 heures.*
- *Pour les prélèvements directs en rivière ou à moins de 300 mètres des berges dans les sous-bassins dont la liste figure à l'art. 5-a) ou à moins de 150 mètres des berges pour les sous-bassins dont la liste figure à l'art. 5-b), il est, en outre, mis en œuvre*

une gestion collective par sous-bassin versant par organisation de tours d'eau, ou de toute autre modalité concertée entre les exploitants concernés. Cette gestion collective doit conduire à limiter le prélèvement en rivière sur le sous-bassin versant concerné à un volume égal, au plus, à 70 % du volume autorisé.

◆ Usages industriels

Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.

◆ Golfs :

Les arrosages des golfs sont interdits tous les jours de 8 heures à 20 heures .

b) Dépassement du seuil de crise : mesures de restriction d'usage et suspension provisoire dans les sous-bassins concernés

◆ Irrigation agricole :

Les mesures de restriction d'usage s'appliquent dans les conditions ci-après :

- *Interdiction de prélèvements directs en rivière ou à moins de 300 mètres des berges dans les sous-bassins listés à l'article 5-a);*
- *Interdiction de prélèvements directs en rivière ou à moins de 150 mètres des berges dans les autres sous-bassins listés à l'art. 5-b);*
- *Interdiction de prélèvements dans les nappes de 10 heures à 18 heures et du vendredi 10 heures au dimanche 18 heures.*
- *Le débit de pompage est limité au débit transitant dans des buses de diamètre de 24 mm.*
- *L'ensemble de ces mesures doit conduire à limiter le prélèvement au plus à 50 % du volume autorisé.*
- *Ces mesures de restriction d'usage s'appliquent également aux prélèvements pour le remplissage de réserves, sauf mentions spécifiques de l'acte administratif autorisant ces réserves.*

◆ Usages industriels

- *Les prélèvements directs en rivière ou dans le canal de Bourgogne sont interdits sauf adaptation au cas par cas justifiée par des dispositifs de recyclage ou de restitution en milieu naturel.*

Les demandes de dérogation sont adressées au Préfet.

- *Les entreprises industrielles sont tenues de mettre en œuvre des dispositions temporaires de réduction des prélèvements d'eau et de limiter au maximum les consommations. Les mesures de restrictions générales de l'article 6-2 s'appliquent de plein droit à ces dernières.*

Elles procéderont à une auto-surveillance a minima hebdomadaire des rejets directs dans le milieu, conformément aux prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.

◆ Golfs

Les mesures de restriction d'usage s'appliquent dans les conditions ci-après :

- *Interdiction de prélèvements directs en rivière ou à moins de 300 mètres des berges dans les sous-bassins listés à l'article 5-a);*

- *Interdiction de prélèvements directs en rivière ou à moins de 150 mètres des berges dans les autres sous-bassins listés à l'art. 5-b);*
- *Interdiction de prélèvements dans les nappes de 8 heures à 20 heures.*

Ces mesures de restrictions d'usage s'appliquent également aux prélèvements pour le remplissage de réserves, sauf mentions spécifiques de l'acte administratif autorisant ces réserves.

Seuls, les greens et pré-greens peuvent être arrosés de 20 heures à 8 heures.

Des demandes de dérogation peuvent être adressées au préfet. Elles sont accordées, au cas par cas, notamment au regard de l'impact environnemental des prélèvements. Le demandeur devra s'engager sur un programme de mise en œuvre des meilleures techniques en matière d'usage de la ressource.

◆ Navigation fluviale

Le regroupement des bateaux pour le passage des écluses est privilégié.

◆ Etangs

Le remplissage et la vidange des étangs, à l'exception des piscicultures professionnelles, sont interdits.

c) Dépassement du seuil de crise renforcée : mesures de restriction d'usage et suspension provisoire dans les sous-bassins concernés

◆ Irrigation agricole

Tous les prélèvements en rivière et dans les nappes sont interdits.

Ces mesures de restrictions d'usage s'appliquent également aux prélèvements pour le remplissage de réserves, sauf mentions spécifiques de l'acte administratif autorisant ces réserves.

◆ Usages industriels

Les prélèvements directs en rivière, dans le canal de Bourgogne et dans les nappes sont interdits.

Des demandes de dérogation peuvent être adressées au préfet. Elles sont accordées, au cas par cas, notamment au regard de l'impact environnemental des prélèvements. Le demandeur devra s'engager sur un programme de mise en œuvre des meilleures techniques en matière d'usage de la ressource.

Les entreprises industrielles sont tenues de mettre en œuvre des dispositions temporaires de réduction des prélèvements d'eau et de limiter au maximum les consommations.

Elles procéderont à une autosurveillance a minima hebdomadaire des rejets directs dans le milieu, conformément aux prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.

Les mesures de restrictions générales de l'article 6-2 s'appliquent de plein droit aux entreprises industrielles.

◆ Golfs

Tous les prélèvements en rivière et dans les nappes sont interdits.

Ces mesures de restrictions d'usage s'appliquent également aux prélèvements pour le remplissage de réserves, sauf mentions spécifiques de l'acte administratif autorisant ces réserves.

Seuls les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20 heures et 8 heures.

Des demandes de dérogation peuvent être adressées au préfet. Elles sont accordées, au cas par cas, notamment au regard de l'impact environnemental des prélèvements. Le demandeur devra s'engager sur un programme de mise en œuvre des meilleures techniques en matière d'usage de la ressource.

◆ Navigation fluviale

Le regroupement des bateaux pour le passage des écluses est privilégié.

◆ Etangs

Le remplissage et la vidange des étangs, à l'exception des piscicultures professionnelles, sont interdits.

◆ Autres prélèvements en rivière

Tous les autres prélèvements en rivière sont interdits hormis les prélèvements destinés :

- à l'alimentation en eau potable,
- à l'abreuvement du bétail et du gibier,
- à la lutte contre les incendies,
- à l'alimentation du canal de Bourgogne à Aisy-sous-Armançon sauf circonstances particulières nécessitant une mesure d'interdiction.

d) Mesures communes à tous les niveaux d'alerte pour l'irrigation agricole

Par dérogation aux mesures précitées, l'irrigation à partir de réserves dûment autorisées, est possible de 18 heures à 12 heures.

e) Cas particulier des cultures les plus sensibles au stress hydrique

L'arrosage des cultures les plus sensibles au stress hydrique, dont la liste est annexée au présent arrêté, à savoir les cultures maraîchères et certains légumes destinés à la filière industrielle (conserverie) est autorisé sous réserve des dispositions ci-après :

- en cas de dépassement du seuil de crise, les prélèvements dans les rivières et dans les nappes sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- en cas de franchissement du seuil de crise renforcée, les prélèvements dans les rivières et dans les nappes sont interdits de 11 heures à 18 heures.

f) Cas de la pomme de terre non primeur et des oignons

Pour ce type de cultures, des demandes de dérogation aux mesures générales de restriction en matière d'irrigation pourront être adressées à la Direction Départementale des Territoires. Elles feront l'objet d'un examen au cas par cas et en fonction des possibilités du milieu. Les demandes devront préciser notamment le lieu de prélèvement et le volume nécessaire. Un bilan sur la pertinence de la procédure utilisée, et sur les effets des dérogations accordées, sera réalisé au terme de la campagne.

ARTICLE 3 : Mesures générales de restriction sur l'ensemble du département de la Côte d'Or

Compte tenu des constats listés à l'article 1 du présent arrêté, les mesures de restrictions générales prévues à l'article 6-2 de l'arrêté cadre n° 273 du 15 juin 2010 s'appliquent sur l'ensemble du département, à savoir pour mémoire :

6.2. : Mesures complémentaires concernant l'un et/ou l'autre des deux grands bassins « Rhône Méditerranée » ou « Seine Normandie-Loire Bretagne » et destinées à préserver la ressource en eau potable.

Lorsque le franchissement du seuil d'alerte est constaté par arrêté préfectoral sur au moins 33 % de la totalité des sous-bassins composant l'un et/ou l'autre de ces 2 grands bassins, sont mises en œuvre les mesures suivantes :

Dans l'objectif de préserver la ressource en eau potable :

- Est interdit l'arrosage des pelouses, des espaces verts, des aires de loisirs et des terrains de sport.

Toutefois, est autorisé de 19 heures à 10 heures, l'arrosage des surfaces à vocation sportive, précisément délimitées, où évoluent les usagers. Cet arrosage ne doit pas générer des pertes d'eau par écoulement. En cas de dépassement du seuil de crise renforcée dans un ou plusieurs sous-bassins composant l'un des grands bassins soumis aux mesures générales, l'arrosage des surfaces à vocation sportive est interdit dans ce ou ces sous-bassins.

- Est interdit le lavage des voies et trottoirs, à l'exclusion des nécessités de la salubrité publique.

- Est interdit le remplissage des piscines privées. Toutefois, la première mise en eau des piscines est autorisée, sous réserve que le maire donne son accord en fonction de l'état de la ressource en eau, en liaison avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable.

- Sont interdits, pour les particuliers, le lavage des véhicules à leur domicile, le lavage des toitures, des façades et des abords des immeubles sous réserve des strictes nécessités de l'hygiène publique.

- Est interdit de 10 heures à 19 heures, l'arrosage des potagers, des massifs fleuris, et des plantations des commerces de végétaux. Les arrosages doivent être limités aux stricts besoins des plantes concernées et ne pas générer de pertes d'eau par écoulement. En cas de franchissement du seuil de crise renforcée dans un ou plusieurs sous-bassins les arrosages des massifs fleuris sont interdits dans ces sous-bassins.

- Est interdit l'arrosage des plantations. Toutefois, les plantations réalisées depuis moins d'un an et avant le 1^{er} mai de l'année peuvent être arrosées de 19 heures à 10 heures, les arrosages devant être limités aux stricts besoins des plantes concernées et ne pas générer de pertes par écoulement.

- Sont soumis aux dispositions particulières ci-après le lac de PONT et le canal de Bourgogne, sans préjudice des nécessités liées à la sécurité des ouvrages :

Sur le lac de PONT :

- la ressource en eau est réservée aux besoins en eau potable dès que la cote est inférieure à 12 mètres ;
- les loisirs nautiques sont suspendus dès que la cote est inférieure à 15 mètres ;
- les prélèvements opérés sur le lac de PONT pour alimenter le canal de Bourgogne sont interdits dès que la cote est inférieure à 12 mètres.

- Les maires pourront prendre, dans le cadre de leurs pouvoirs de police municipale, des mesures complémentaires et adaptées aux situations locales d'économie des usages de l'eau potable, en liaison avec la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Bourgogne.

6.3. : Utilisation des réserves d'eaux pluviales hors celles dûment autorisées pour l'irrigation

L'utilisation des réserves d'eaux pluviales hors celles dûment autorisées pour l'irrigation agricole prévues à l'article 6-1-d, demeure possible sous réserve de respecter les restrictions horaires pour l'arrosage (interdiction de 10 heures à 19 heures). Toutefois, l'arrosage des pelouses et le lavage des voitures à domicile demeurent interdits.

ARTICLE 4 : Durée de validité de l'arrêté

Ces mesures s'appliquent à partir de la parution de l'annonce légale dans les journaux et jusqu'au 30 novembre 2010. Elles pourront être revues et complétées en tant que de besoin, en cas de modifications des conditions météorologiques ou hydrologiques, tel qu'il est prévu par l'arrêté cadre n° 273 du 15 juin 2010.

ARTICLE 5 : Amendes

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende de 5^{ème} classe (jusqu'à 1500 Euros à 3000 Euros en cas de récidive).

ARTICLE 6 :

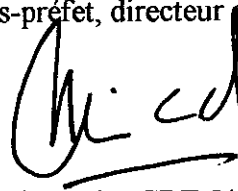
L'arrêté préfectoral n°343 du 16 juillet 2010 susvisé est abrogé.

ARTICLE 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfètes de Beaune et de Montbard, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bourgogne, le directeur du service navigation Rhône-Saône, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le commandant de groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires auxquels une copie du présent arrêté est adressée aux fins d'affichage, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière d'alimentation en eau potable, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, et dont mention sera faite dans les journaux « Le Bien Public » et « Terres de Bourgogne ».

Fait à DIJON, le 22 juillet 2010

LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,



Alexander GRIMAUD